

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 19 juin 2025

**ZOOM : COLOMBIE – AU CŒUR D'UNE CRISE BUDGETAIRE SANS PRECEDENT, LE
GOUVERNEMENT PREND DES MESURES JUGEES INAPPROPRIEES.** 2

Bolivie 3

La Bolivie rejoint la liste grise du GAFI dont elle était sortie en juin 2013. 3

Colombie 3

Au T1 2025, le compte courant enregistre un déficit de 2,3 Md\$, et le compte financier affiche un excédent de 1,8 Md\$. 3

Les analystes anticipent une poursuite de la baisse de l'inflation et du taux directeur. 4

La Colombie serait le 5ème pays où il est le plus difficile de faire des affaires dans le monde. 4

En avril, la production manufacturière diminue, mais les ventes du commerce de détail augmentent. 4

Equateur 4

L'indice de risque pays atteint son niveau le plus bas depuis début 2025. 4

Pérou 5

Le Pérou enregistre une croissance de +3,3 % en g.a. entre janvier et avril 2025. 5

L'agence de notation Moody's met en garde quant au déficit budgétaire du Pérou. 5

Suriname 5

A l'occasion de son Sommet sur l'énergie, le Suriname signe un contrat d'exploitation pétrolière avec Petronas. 5

Venezuela 6

La production de pétrole aurait atteint 1 066 000 bpj en mai. 6

Zoom : Colombie – Au cœur d’une crise budgétaire sans précédent, le gouvernement prend des mesures jugées inappropriées.

Alors que la Colombie traverse une crise budgétaire sans précédent, le gouvernement a récemment annoncé suspendre la règle budgétaire pour les trois prochaines années, et a publié le 13 juin son **Cadre budgétaire à moyen terme** (*Marco Fiscal de Mediano Plazo*). Dans ce dernier, il indique que le déficit budgétaire devrait s’élever à 7,1 % du PIB en 2025 et annonce une réforme budgétaire ambitieuse pour le S2 2025.

Il convient de rappeler que les finances publiques du pays se sont nettement détériorées en 2024 : alors que les dépenses de l’Etat ont augmenté de +13,9 %, ses recettes ont stagné (+0,9 %), menant à un déficit budgétaire de 6,8 % du PIB (vs. 4,2 % en 2023). La règle budgétaire (qui fixait comme limite un déficit budgétaire de 5,6 %) n’a pas été respectée, et de nombreux acteurs ont alerté quant à l’aggravation de la situation (Moody’s, Fitch Ratings, le FMI...). **Bien que l’économie colombienne montre des signes de reprise en 2025 (+2,7 % de croissance au T1 2025, projection de +2,8 % de croissance annuelle ; baisses du taux directeur et de l’inflation), cette trajectoire ne se ressent pas dans la situation budgétaire.** Cela s’explique notamment par le type de croissance que connaît la Colombie : les secteurs enregistrant la plus forte expansion sont l’agriculture et le divertissement, traditionnellement très informels (limitant donc leur contribution fiscale). De plus, l’économie colombienne dépend fortement de la consommation privée (77 % du PIB en 2024), tandis que l’investissement reste relativement faible, affaiblissant les bases d’une croissance à long terme et la création d’emplois.

Dans ce contexte, **le 9 juin, le Conseil national de politique fiscale (Confis) a approuvé la suspension de la règle budgétaire pour trois ans**, accordant au gouvernement colombien une marge de manœuvre exceptionnelle pour augmenter ses dépenses et sa dette. Cette décision a été justifiée par le montant à payer au Fonds de stabilisation des prix des carburants (FEPC), les subventions à l’énergie octroyées aux ménages colombiens les plus modestes, ainsi que le remboursement du crédit contracté auprès du FMI pendant la pandémie. Le gouvernement souligne également que 86 % des dépenses publiques sont inflexibles, car liées au service de la dette ou à des postes qui ne peuvent être modifiés sans réforme légale ou constitutionnelle. Toutefois, les économistes estiment que ces difficultés ne constituent pas des « éléments extraordinaires » justifiant la suspension de la règle budgétaire ; le Comité autonome de la règle budgétaire (Carf) s’est d’ailleurs opposé à cette dernière.

Par ailleurs, **le 13 juin dernier, le gouvernement a publié son Cadre budgétaire à moyen terme** (*Marco Fiscal de Mediano Plazo*). Dans ce dernier, il ajuste à la baisse les prévisions des recettes pour 2025, et augmente ses prévisions de dépenses et ses besoins en financements. En 2025 le document prévoit un déficit budgétaire de 7,1 % du PIB (le plus élevé jamais enregistré, hormis pendant la pandémie ; supérieur de deux points de pourcentage à l’estimation faite dans le Plan financier publié en début d’année) et une dette publique de 61,3 % du PIB. Il y est également annoncé qu’une réforme budgétaire sera soumise au Congrès fin juillet.

Bien que les détails de cette dernière n'aient pas encore été dévoilés, elle devrait permettre de récolter 4,6 Md\$ supplémentaires, et entre 1 et 2 Md\$ dès 2025. Cependant, de nombreux experts estiment que cette réforme est peu réaliste et qu'elle n'obtiendra pas l'approbation du Congrès.

En effet, **les analystes jugent la réaction du gouvernement inappropriée**. Selon eux, l'insuffisance des mesures annoncées risquent de creuser davantage le déficit budgétaire et la dette, qui pourraient atteindre respectivement 7,5 % et 65 % du PIB en 2025. Ils estiment que d'autres solutions devraient être mises en œuvre : une réduction des dépenses, un renforcement de la collecte, davantage de croissance (notamment dans des secteurs clés comme les industries extractives ou la construction), ou un renforcement institutionnel (par exemple du Carf, alors qu'il n'a aujourd'hui aucun pouvoir contraignant).

Bolivie

La Bolivie rejoint la liste grise du GAFI dont elle était sortie en juin 2013.

Le ministre de l'Économie bolivien, Marcelo Montenegro, a indiqué que **la Bolivie pourrait rester au moins deux ans sur la « liste grise » du GAFI** (Groupe d'Action Financière), qui regroupe les pays sous surveillance renforcée du fait de lacunes dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le pays devra démontrer des avancées réelles en la matière lors de la prochaine évaluation du GAFI, prévue dans deux ans. À défaut, la Bolivie s'exposerait à des conséquences importantes sur la scène financière internationale, telles que des restrictions sur les transactions ou un renforcement de la surveillance des flux de capitaux.

Alors que la législation nationale ne répond pas aux normes exigées par le GAFI, **l'exécutif a soumis un projet de loi visant à modifier le Code de procédure pénale**, prévoyant notamment l'introduction de techniques d'enquête spéciales, telles que l'utilisation d'agents infiltrés et les livraisons surveillées. Il convient cependant de rappeler qu'une proposition similaire a déjà été rejetée par le Parlement par le passé.

Colombie

Au T1 2025, le compte courant enregistre un déficit de 2,3 Md\$, et le compte financier affiche un excédent de 1,8 Md\$.

Au T1 2025, le compte courant a enregistré un déficit de 2,3 Md\$ (2,2 % du PIB trimestriel), stable par rapport au T4 2024 (+0,04 p.p. du PIB) et en très légère hausse par rapport au T1 2024 (+0,3 p.p.). Ce déficit reflète un environnement international marqué par une forte incertitude, et un contexte interne caractérisé par une reprise modérée de la demande intérieure. Il s'explique en grande partie par les soldes négatifs de la balance des revenus des facteurs (revenus tirés du travail, des intérêts, des dividendes ou des profits liés à la production ; -3,2 Md\$) et de la balance commerciale des biens (-3,1 Md\$), qui n'ont pas été compensés par les excédents de la balance des services (+0,1 Md\$) et des transferts courants (+3,8 Md\$).

Le compte financier a quant à lui affiché des entrées nettes de capitaux de 1,8 Md\$ (1,7 % du PIB trimestriel), présentant une légère baisse de -0,2 p.p. par rapport au T4 2024. Ce résultat s'explique principalement par des entrées de capitaux étrangers s'élevant à 4,8 Md\$, principalement constituées d'investissements directs étrangers (3,1 Md\$, soit 3 % du PIB trimestriel ; -14,7 % par rapport au T1 2024). Les sorties de capitaux de

résidents colombiens vers l'étranger se sont élevées à 2,8 Md\$.

Les analystes anticipent une poursuite de la baisse de l'inflation et du taux directeur.

Selon l'Enquête mensuelle des analystes de la Banque centrale colombienne, les économistes prévoient en moyenne une inflation mensuelle de 0,19 % en juin et une inflation annuelle de 4,81 % en décembre (vs. 5,05 % en g.a. en mai). L'inflation poursuivrait ensuite sa trajectoire descendante, atteignant 3,89 % en juin 2026. La moyenne des prévisions place le taux directeur colombien à 9,16 % en juillet, puis à 8,32 % en décembre 2025 (vs. 9,25 % actuellement). Ces anticipations sont légèrement supérieures à celles de l'enquête de mai, qui tablait sur une inflation de 4,79 % et un taux d'intérêt de 8,20 % pour fin 2025.

La Colombie serait le 5ème pays où il est le plus difficile de faire des affaires dans le monde.

En 2025, la Colombie occupe la 5ème place du classement de l'Indice mondial de complexité des affaires (*Global Business Complexity Index, GBCI*) du groupe TMF (prestataire international de services administratifs et financiers). Cette année, le pays a reculé de deux places, pour se positionner derrière la Grèce, la France, le Mexique et la Turquie. Selon le rapport, les difficultés rencontrées en Colombie sont avant tout l'incertitude politique, de récents changements législatifs (la réforme des retraites passée en 2024 et les réforme fiscale et celle du travail en cours d'études), une forte bureaucratie et de lourdes démarches administratives. Cependant, les institutions solides dont dispose le pays (Congrès, système judiciaire) lui garantissent une certaine stabilité. Par ailleurs, le document indique que les pays d'Europe du Sud et d'Amérique latine ont

tendance à être les plus complexes pour faire des affaires.

En avril, la production manufacturière diminue, mais les ventes du commerce de détail augmentent.

En avril 2025, l'industrie manufacturière colombienne a enregistré une baisse de -3,3 % en g.a. de sa production réelle. 28 des 39 activités industrielles suivies ont affiché des variations négatives, les baisses les plus importantes concernant la fabrication de véhicules (-51 %) et de pièces détachées (-25 %). Le secteur industriel a également vu ses ventes réelles baisser de -2,4 %. Cependant, le commerce de détail a connu une augmentation des ventes réelles de +11,4 % en g.a., portées par les produits technologiques (+54 %) et les véhicules (+33 %). Toutefois, malgré cette bonne performance commerciale, l'emploi dans le commerce a légèrement reculé : le personnel occupé a baissé de -1 % par rapport à avril 2024.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,5%	32,4%	1651
Change USD/COP	-2,7%	3,9%	4076
Change EUR/COP	-2,8%	11,4%	4683
Prix du baril (Brent, USD)	9,9%	-7,6%	76,7

Equateur

L'indice de risque pays atteint son niveau le plus bas depuis début 2025.

L'indice de risque pays de l'Équateur a atteint cette semaine son niveau le plus bas de l'année, soit 859 points de base, selon la Banque centrale de l'Équateur. Cette baisse intervient suite à l'annonce de nouvelles mesures économiques par le Président Noboa, axées sur l'attraction d'investissements, la création d'emplois et la réduction du déficit

budgétaire *via* une augmentation des recettes fiscales. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre du programme en cours avec le FMI.

Pérou

Le Pérou enregistre une croissance de +3,3 % en g.a. entre janvier et avril 2025.

Cette croissance s'inscrit dans une tendance positive, alors qu'avril est le 13ème mois consécutif enregistrant une expansion du PIB, à hauteur de +1,4 % en g.a. Le dynamisme du mois d'avril a principalement été porté par les secteurs non primaires, en hausse de +1,7 %. Le secteur du commerce a progressé de +2,8 %, tandis que les services ont augmenté de +2,6 %, stimulés par la reprise de la consommation des ménages et la création d'emplois. Du côté des secteurs primaires, l'exploitation minière a connu une croissance de +10,6 % en g.a., la plus élevée depuis février 2024. Afin d'atteindre l'objectif d'une croissance de +3,5 % en 2025, le ministère de l'Économie prévoit de renforcer l'investissement à travers des partenariats public-privé pour plus de 8 Md\$, dans des secteurs tels que les transports, la santé, le tourisme et le développement urbain.

L'agence de notation Moody's met en garde quant au déficit budgétaire du Pérou.

L'agence de notation Moody's a récemment déclaré que, si le déficit budgétaire du Pérou venait à se rapprocher de celui des pays du « club des 7 % » (pays au déficit budgétaire excessif, comme le Brésil, la Colombie ou Panama), **cela mènerait à une dégradation de la note souveraine du pays, à une accélération de l'inflation et à des distorsions économiques particulièrement difficiles à corriger.** Moody's a souligné que, bien que le pays conserve encore une certaine marge de manœuvre grâce à son faible niveau d'endettement public comparé à la moyenne régionale, une

troisième révision de la règle budgétaire enverrait un signal négatif aux marchés et compromettrait la crédibilité du cadre fiscal péruvien.

Cet avertissement survient alors que la règle budgétaire fait l'objet de nouvelles discussions en vue d'un ajustement. Le ministère de l'Économie et des Finances avait fixé une limite de 2,2 % du PIB pour le déficit budgétaire de 2025. Fin mai, le ministre a annoncé son intention de relever ce plafond à 2,8 %, avant de revenir la semaine dernière sur une cible de 2,5 %. Si cette modification était adoptée, il s'agirait de la troisième révision de la règle budgétaire en trois ans. Suite à cette annonce, certaines analystes avaient déclaré que cet assouplissement ne serait pas suffisant pour que le Pérou respecte la règle budgétaire, et que le déficit atteindrait probablement 3 % du PIB.

Suriname

A l'occasion de son Sommet sur l'énergie, le Suriname signe un contrat d'exploitation pétrolière avec Petronas.

Cette semaine a eu lieu la 5^{ème} édition du Suriname Energy, Oil & Gas Summit & Exhibition, organisé par Staatsolie, compagnie publique d'exploitation pétrolière du Suriname. Plus de 12 000 visiteurs et 250 entreprises y étaient attendus. A cette occasion était organisée une mission commerciale accueillant des entreprises des Pays-Bas, de Trinité-et-Tobago, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Venezuela, entre autres, autour de thèmes tels que l'énergie, l'innovation et le développement économique durable. Le but était d'offrir de nouvelles opportunités de coopération au Suriname, tout en renforçant la position de ce dernier dans ces secteurs au sein des Caraïbes.

Staatsolie y a conclu un contrat de partage de production avec la compagnie pétrolière

malaisienne Petronas pour le bloc 66, situé au large du Suriname. Petronas devient opérateur avec 80 % de participation et Staatsolie les 20% restants. Ce nouvel accord porte à environ 50 % la part de la zone *offshore* du Suriname sous contrat, conformément à la stratégie de Staatsolie de développer des partenariats avec des acteurs internationaux.

Venezuela

La production de pétrole aurait atteint 1 066 000 bpj en mai.

Selon les chiffres officiels publiés dans le dernier rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), **en mai, la production pétrolière vénézuélienne aurait atteint 1 066 000 bpj (+15 000 bpj)**. Cependant, les sources secondaires indiquent que la production s'est élevée à 896 000 bpj (-32 000 bpj). Ce même mois, **le cours du Merey, pétrole de référence au Venezuela, était de 51,7 \$/baril** (-8,8 % par rapport au mois précédent). Depuis le début de l'année, la moyenne du prix du baril s'est élevée à 60,2 \$/baril (-14,1 % par rapport à la moyenne de 2024, de 70,1 \$).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)